

Rwanda

Opération Falcon

Lettre du Continent, 14 avril 1994

Seul le Burundi a retenu la thèse de l'accident d'avion et des très mauvaises conditions d'atterrissage à Kigali. En tout cas, si c'est un attentat qui a coûté la vie aux chefs d'Etat du Burundi et du Rwanda le soir du 6 avril, il ne peut, pour des raisons techniques évidentes, avoir été le fait que de membres de l'armée nationale. Il est cependant difficile de dire si les comploteurs sont des officiers proches de l'opposition et opposés à la rupture des accords d'Arusha – le président Habyarimana revenait de Dar-es-Salaam décidé à reprendre la guerre – ou au contraire des officiers du “noyau dur” qui pensaient une “reprise en main” nécessaire avant la relance de la guerre, et qui jugeaient le président trop lié internationalement pour pouvoir se livrer au nettoyage ethnique qu'ils souhaitaient. Néanmoins, l'identité des victimes semblerait plutôt faire pencher la responsabilité vers les “colombes” car plusieurs des “faucons” les plus durs se trouvaient dans le Falcon 50 : le chef d'état-major, le colonel Deo Nsabimana ; le colonel Sagatwa, beau-frère du président Habyarimana et l'un des principaux chefs des escadrons de la mort du fameux “Réseau zéro” (LC N°179) ; le major Thaddée Bagaraza, responsable des services de la Sécurité présidentielle ; le Dr Em-

manuel Hakingeneye, médecin personnel du président ; Renzaho, ancien préfet et conseiller politique du président ; Bernard Ciza, ministre burundais du Plan, un Hutu Frodebu de la tendance dure ; et Cyriaque Simbizi, ministre burundais de la Communication, un Tutsi modéré.

Peu après la disparition du président rwandais, les massacres commençaient, très ciblés : le premier ministre Agathe Uliwingiyimana ; le ministre de l'Agriculture Nzamurambano, devenu secrétaire général du Parti social démocrate (PSD) après l'assassinat de son précédent leader Félicien Gatabazi il y a deux mois par les extrémistes du régime ; Landwald Ndasingwa, ministre du Travail, Tutsi, tué avec son épouse canadienne et leurs deux enfants ; l'activiste des droits de l'homme Monique Mujawamaliya qui avait joué un rôle essentiel dans l'établissement du rapport de décembre 1992 sur les violations des droits de l'homme qui dénonçait notamment les exactions du “Réseau zéro” ; le président de la Cour suprême Kavaruganda ; quinze ecclésiastiques du Centre Christus et leur personnel en raison de leur soutien aux droits de l'homme ; le commerçant Shamukiga, consul du Luxembourg, connu pour ses

opinions démocratiques et l'aide financière qu'il apportait à Monique Mujawamaliya et ses amis.

L'opération Falcon II vise, d'une part, à éliminer les activistes démocratiques qui critiquent le gouvernement depuis deux ou trois ans et soutiennent les Accords d'Arusha, et d'autre part, à empêcher toute succession constitutionnelle qui maintiendrait au pouvoir le gouvernement de transition établi par l'accord du 13 mars 1992 entre Habyarimana et les partis d'opposition. Le but de l'opération était de préparer

le terrain pour promouvoir un gouvernement ultra, ce qui sera fait dans la nuit du 8 au 9 avril (voir sous rubrique politique). Les massacres qui suivent, effectués tant par la Garde présidentielle que par les activistes civils des CDR, n'auront d'autre utilité politique que de terroriser toute opposition possible. Les victimes seront en majorité des Tutsi (la plus grande partie de la communauté Tutsie de Kigali) mais également des Hutu du sud, hostiles aux extrémistes de la région présidentielle de Gisenyi.